

Centre Hospitalier universitaire (CHU) de REIMS (51)

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marchés de diagnostics relatifs à la Construction du Nouvel Hôpital du CHU de Reims - Phase 2

Lot 1 - diagnostics amiante, plomb avant démolition et HAP

Lot 2 - diagnostic structure

Lot 3 - diagnostic sur les installations électriques courants faibles

Juillet 2023

Pouvoir adjudicateur – Maître d’Ouvrage

CHU DE REIMS
45 rue Cognacq-Jay
51092 REIMS CEDEX



Assistance à Maîtrise d’Ouvrage

A2MO Paris
3 rue Primo Lévi
75013 PARIS



TABLE DES MATIERES

A	OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1	Objet du marché	3
2	Intervenants	4
2.1	Maître de l'ouvrage et pouvoir adjudicateur.....	4
2.2	Assistant Maître d'Ouvrage.....	4
2.3	Maîtrise d'œuvre	4
2.4	Sous-traitance	4
3	Assurances.....	4
B	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
4	Pièces particulières	4
5	Pièces générales.....	5
C	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	5
6	Tranche(s) optionnelle(s).....	5
7	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	5
7.1	Forfait de rémunérations	5
7.2	Contenu des prix	5
8	Mode de règlement des comptes	5
9	Délais de règlement	6
10	Avances	6
11	Variation dans les prix – forme du prix.....	6
D	DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	6
12	Délai d'exécution	6
13	Pénalités en cas de modification non validée du représentant désigné du titulaire	6
14	Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage	6
15	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	7
E	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	7
16	Retenue de garantie ou cautionnement	7
F	RECEPTIONS DES PRESTATIONS	7
G	DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE – RESILIATION.....	7
H	DISPOSITIONS GENERALES.....	9
17	Réalisation de prestations similaires.....	9
I	REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE	9
J	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	9

A OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) porte sur des missions de diagnostics dans le cadre du projet de construction du Nouvel Hôpital Phase 2 du CHU de Reims dans la Marne (51) :

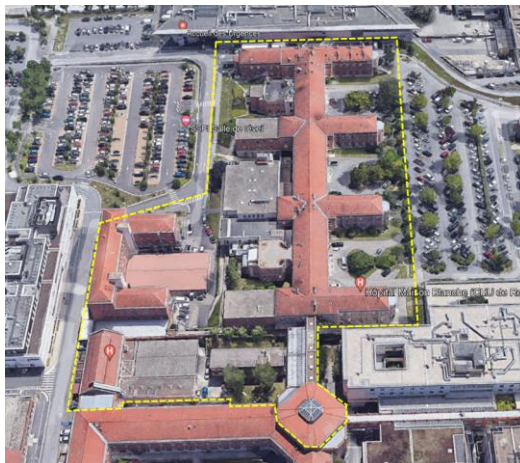
- Lot 1 - diagnostics amiante, plomb avant démolition et HAP
- Lot 2 - diagnostic structure
- Lot 3 - diagnostic sur les installations électriques courants faibles.

Le nouveau bâtiment sera en liaison aux niveaux N-2, N-2, N0 et N1 (urgences) avec les bâtiments existants :

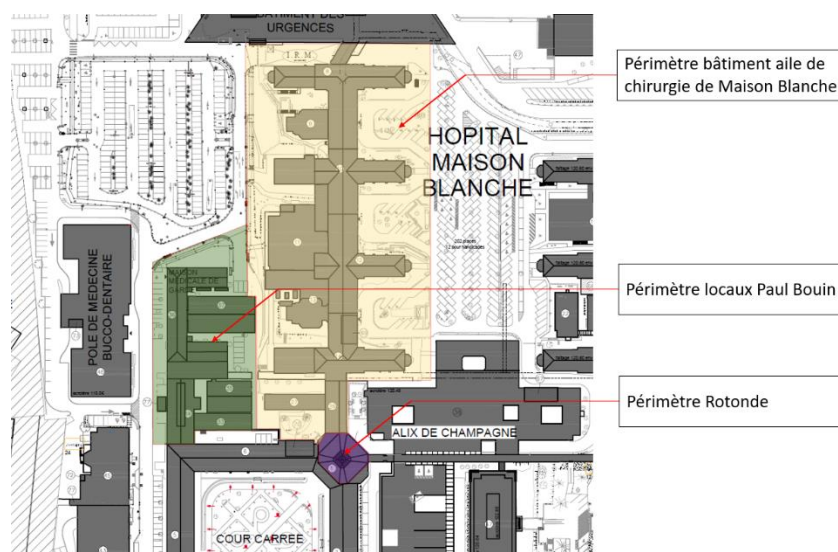
- La Rotonde et le bâtiment historique,
- Alix de Champagne,
- les urgences
- le bâtiment Odontologie.

La construction du nouveau bâtiment sera précédée d'une phase de démolition qui concerne l'aile de chirurgie de l'Hôpital Maison Blanche (HMB) et le bâtiment Pol Bouin.

Périmètre du projet de construction du Nouvel Hôpital Phase 2 :



CHU REIMS - aile chirurgie Maison Blanche / locaux Pol Bouin / Rotonde (vue GOOGLE MAP)



CH REIMS - aile chirurgie Maison Blanche / locaux Pol Bouin / Rotonde (vue plan)

2 Intervenants

2.1 Maître de l'ouvrage et pouvoir adjudicateur

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS

45 rue Cognacq-Jay

51092 REIMS CEDEX

Représenté par la Directrice Générale du CHU de REIMS

2.2 Assistant Maître d'Ouvrage

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage est assurée par :

A2MO – Agence de Paris

3 rue Primo Lévi

75013 PARIS

2.3 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

PARGADE ARCHITECTES, Mandataire

36 boulevard de la Bastille

75012 PARIS

2.4 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée.

3 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

B PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué de pièces générales et de pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes au dossier de consultation, sont réputées être connues du titulaire.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

4 Pièces particulières

- ▶ L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 ;
- ▶ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ▶ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles.

5 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'acte d'engagement.

- ▶ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles ;
- ▶ Le Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- ▶ Les agréments du CSTB pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels retenus par le maître d'ouvrage,
- ▶ Les normes de l'Association Française de Normalisation (AFNOR), homologuées par arrêtés ministériels, dont la plupart d'ailleurs sont insérés dans la REEF
- ▶ Le code de l'Urbanisme, le code de la Construction et de l'Habitation

Sauf définition explicite des pièces particulières du marché, les documents généraux s'entendent : la dernière édition parue au plus tard dans le mois qui précède celui où se situe la date limite pour la remise des prix.

Tous ces documents sont impérativement applicables aux prestations visées au CCTP et au CCAP sans qu'il soit nécessaire de les énumérer ou de les préciser à nouveau dans les différents chapitres.

Bien que non matériellement joints au marché, ils sont réputés connus de toutes les entreprises et comme tels, contractuels.

C PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

6 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet

7 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

7.1 Forfait de rémunérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire.

7.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA ; le titulaire reconnaît que son offre de prix :

- Résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération ;
- Comprend l'ensemble des éléments de mission décrits dans le CCTP ;
- Est établie en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces du marché ;

8 Mode de règlement des comptes

Règlement à 100% en une fois, à remise du ou des rapports de diagnostics en version finale.

La facture sera transmise par courriel à l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage pour vérification et établissement de l'état d'acompte. Le Titulaire déposera sur la plateforme CHORUS PRO l'état d'acompte et la facture.

9 Délais de règlement

Les délais maximums de paiement des acomptes et du solde sont ceux fixés aux Articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la Commande Publique.

10 Avances

En dérogation à l'article 11.1 du C.C.A.G./PI, le marché ne prévoit pas d'avance.

11 Variation dans les prix – forme du prix

Le prix est ferme et non révisable.

D DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

12 Délai d'exécution

Conformément au C.C.T.P. propre à chaque lot, les délais d'exécution de la mission sont les suivants :

Lot	Délai maximum d'exécution (y compris préparation, visite, délais d'analyse, rédaction rapports)
Lot 1 - diagnostics amiante, plomb avant démolition et HAP	2 mois après notification du marché
Lot 2 - diagnostic structure	6 semaines après notification du marché
Lot 3 - diagnostic sur les installations électriques courants faibles	6 semaines après notification du marché

Les délais indiqués ci-dessus constituent des maximums. L'offre des candidats devra préciser et détailler le calendrier d'exécution de la mission.

13 Pénalités en cas de modification non validée du représentant désigné du titulaire

En dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G./PI, le changement d'une personne physique (ou de son rôle) mentionnée à l'acte d'engagement sera, si celle-ci n'a pas fait l'objet au préalable d'une validation formelle par le Maître d'Ouvrage, sanctionné d'une pénalité de 1 000 euros, sauf justification qu'il s'agit d'un cas de démission du salarié ou d'un cas de force majeure.

Dans l'hypothèse dans laquelle le titulaire ne serait pas en capacité de proposer une personne de niveau équivalent, le titulaire sera sanctionné d'une pénalité de 1 000 euros, le cas échéant en complément de celle mentionnée ci-dessus.

14 Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G./PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G./PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAP/PI, En cas de non remise des rapports conformément au délai d'exécution prévu à l'article 11 du présent CCAP, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Le nombre de jours calendaires de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G./PI, le montant de la pénalité journalière calendaire est fixé à 500 euros TTC.

15 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.2. du C.C.A.G./PI, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du C.C.A.G./P.I., le titulaire s'expose aux pénalités suivantes

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 500 euros TTC.
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 1 000 euros TTC.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

E CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

16 Retenue de garantie ou cautionnement

Sans objet

F RECEPTIONS DES PRESTATIONS

Les opérations des vérifications et les décisions consécutives à ces opérations sont soumises aux dispositions des articles 28 et 29 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Prestations Intellectuelles.

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G./PI, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour procéder aux vérifications des prestations et notifier sa décision.

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G./PI, le maître d'ouvrage n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

G DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE – RESILIATION

Dans le cas où elle ne respecterait pas l'une ou l'autre des obligations du présent contrat, et 15 (quinze) jours après une mise en demeure restée infructueuse, le Maître d'ouvrage pourra déclarer l'entreprise défaillante et constater la résiliation de plein droit du présent contrat.

L'exécution des prestations pourra alors être poursuivie par toute autre entreprise au choix du Maître d'ouvrage.

Un constat contradictoire des prestations, d'ores et déjà effectués, à la date de résiliation, devra être dressé en présence de l'entreprise.

Un arrêté de compte provisoire sera établi sur la base de ce constat. Le solde éventuellement créditeur au profit de l'entreprise en résultant, restera bloqué et constituera une réserve.

Le décompte général définitif du marché résilié sera notifié à l'Entreprise.

L'entreprise étant responsable des conséquences financières de sa défaillance, les sommes dont elle serait redevable à cet égard, et notamment les coûts supplémentaires qu'impliquerait la poursuite des prestations, seront de plein droit imputés sur le montant de cette réserve. D'autre part, les frais d'expertise éventuels seront avancés par le maître de l'ouvrage, mais imputés sur les sommes restantes dues à l'entreprise défaillante.

Les dispositions ci-dessus seront également applicables dans le cas où la défaillance du titulaire résulterait de sa mise en redressement ou liquidation judiciaire, à moins que l'administrateur judiciaire ne décide de poursuivre l'exécution du présent marché, conformément à ses clauses et conditions, et de fournir les prestations promises.

Le règlement définitif des sommes pouvant rester dues au titulaire après les imputations ci-dessus, n'interviendra qu'après l'arrêté définitif des comptes du contrat, et après remise au Maître d'ouvrage par l'entreprise, l'administrateur judiciaire ou le liquidateur, d'une attestation d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, certifiant que les conséquences de la responsabilité de l'entreprise selon les principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil, à effet de couvrir les sommes résultant de l'arrêt des comptes, couvertes pendant les durées mentionnées aux dits articles, et ce au profit du Maître de l'ouvrage.

Enfin, le Maître d'ouvrage aura également la faculté de résilier, de plein droit, par simple lettre recommandée, le marché du titulaire dont le retard d'exécution de sa prestation serait soit égal ou supérieur à un mois.

Dans ce cas, il sera retenu à l'entreprise, à titre de dommage et intérêt, une somme égale à 10 % du montant des prestations restant à exécuter.

L'arrêté de compte et la reprise des prestations se feront alors conformément aux stipulations énoncées ci-dessus.

Le présent marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont le maître de l'ouvrage pourrait disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il pourra éventuellement avoir subi.

Les titulaires ne peuvent, pour leur part, prétendre à aucune indemnité, dans les cas suivants :

- au cas où le maître de l'ouvrage ne pourrait poursuivre l'opération pour tout motif technique, commercial, foncier ou financier, et notamment, mais de manière non limitative, en cas d'impossibilité d'obtenir ou de réunir le financement, ou en cas d'absence de perspectives commerciales.
- en cas de sursis à statuer, de refus ou de retrait du permis de construire, de référé ou de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, d'ouverture d'une procédure de modification ou de révision des documents d'urbanisme devant rendre impossible l'octroi du permis de construire, de modification ou de révision ayant le même effet, de refus du maire de proposer la modification ou la révision des documents d'urbanisme lorsque celle-ci est nécessaire à l'obtention du permis de construire, de refus de modification ou de révision dans le même cas.

Plus généralement le présent contrat pourra être résilié dans les conditions et suivant les modalités figurant aux C.C.A.G./P.I.

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître d'ouvrage et sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité judiciaire ni extra judiciaire (à l'exception de celle prévue pour le 1^{er} cas visé).

La présente clause est dictée en faveur du maître d'ouvrage qui sera libre de s'en prévaloir ou non.

⇒ Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage se réserverait le droit de suspendre l'opération, le contrat serait alors réputé suspendu et non résilié et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de trois (3) ans à compter de la notification de la suspension, l'exécution du présent contrat serait alors reprise.

⇒ Si, à l'expiration du délai de trois (3) ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le contrat se trouvera alors résilié de plein droit.

H DISPOSITIONS GENERALES

17 Réalisation de prestations similaires

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires audit marché.

Ce nouveau marché devra être conclu avant la fin des prestations et ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

I REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Madame la Directrice Générale
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
45 rue Cognacq-Jay - 51092 REIMS CEDEX

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le Centre Hospitalier Universitaire, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

J DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG

Article du CCAP	Dérogé à l'article du CCAG Prestations Intellectuelles
B	4.1
C10	11.1
D13	3.4.3
D14	14.1.3 14.1.2 14.1.1
D15	14.2
F	28.2 28.5

b) Normes françaises homologuées et autres normes

Néant

Pour l'État et ses établissements :

M. Le Directeur de Projet Nouvel Hôpital du CHU de Reims,

A REIMS, le 27 juillet 2023

Pour la Directrice générale
et par délégation,
Le Directeur du projet Nouvel Hôpital

Fabrice DEL SOL